



VIVE LE THÉÂTRE ! QU'ILS CRÈVENT LES ARTISTES !

NDLR : petit exercice de polémique appliquée

jeudi 19 décembre 2013

NDLR : petit exercice de polémique appliquée

Notre collaborateur Bruno Boussagol, metteur en scène engagé dans la défense d'une pratique théâtrale citoyenne ouverte à tous fait vibrer de ses agacements, souvent justifiés, les Chroniques du théâtre ordinaire de notre revue. Bien que la rédaction s'accorde à émettre d'assez sérieuses réserves sur le fonctionnement actuel de l'institution théâtrale publique, et que nous portions affection et estime à notre ami, rédacteur et guerrier, nous ne jugeons pas que tous ceux auxquels il s'attaque dans ce texte soient absolument comparables, et qu'un Rodrigo Garcia ou un Pippo Delbono soient à mettre sur le même plan qu'un directeur de scène nationale formé par HEC, par exemple. Autrement dit, nous sommes quelques-uns à penser que Bruno se trompe ici un peu de cibles. Et si nous publions ce texte dans notre blog, c'est dans le but d'ouvrir le débat !

Bruno Boussagol avait précédemment rédigé (pour le n°95 de notre revue) un Manifeste réaffirmant les convictions éthiques qui animent son travail. La lecture de ce préambule, repris ci-après, permettra sans doute de mieux situer sa pensée.

NDLR : petit exercice de polémique appliquée

Notre collaborateur Bruno Boussagol, metteur en scène engagé dans la défense d'une pratique théâtrale citoyenne ouverte à tous fait vibrer de ses agacements, souvent justifiés, les Chroniques du théâtre ordinaire de notre revue. Bien que la rédaction s'accorde à émettre d'assez sérieuses réserves sur le fonctionnement actuel de l'institution théâtrale publique, et que nous portions affection et estime à notre ami, rédacteur et guerrier, nous ne jugeons pas que tous ceux auxquels il s'attaque dans ce texte soient absolument comparables, et qu'un Rodrigo Garcia ou un Pippo Delbono soient à mettre sur le même plan qu'un directeur de scène nationale formé par HEC, par exemple. Autrement dit, nous sommes quelques-uns à penser que Bruno se trompe ici un peu de cibles. Et si nous publions ce texte dans notre blog, c'est dans le but d'ouvrir le débat !

Bruno Boussagol avait précédemment rédigé (pour le n°95 de notre revue) un Manifeste réaffirmant les convictions éthiques qui animent son travail. La lecture de ce préambule, repris ci-après, permettra sans doute de mieux situer sa pensée.

La parole à Bruno :

L'acte théâtral opère originellement un déplacement : au moins une personne quitte sa place dans le cercle des spectateurs et se place au c(h)œur. Essentiellement, elle dit et fait quelque chose qui s'adresse au public. Puis elle retourne dans le cercle initial. L'histoire du théâtre n'est qu'une déclinaison de cette « geste » fondatrice dont le public est la matrice. Art populaire par excellence, le théâtre requiert de

l'acteur plus un engagement éthique qu'un savoir-faire. Il n'y a rien à apprendre au théâtre. On fait du théâtre. (Ou on n'en fait pas.)

Comment faire du théâtre aujourd'hui, avec qui et pour qui ? Telles sont les trois questions auxquelles ne devrait pas se soustraire celle ou celui qui fait acte de présence sur scène. **Comment ?** Faire du théâtre à partir d'un enjeu crucial assumé dans un espace/temps de jeu par au moins un acteur (un actant serait le terme le plus juste). **Avec qui ?** Faire du théâtre avec des personnes « engagées » et concernées par l'enjeu en question. Être « amateur » ou « professionnel », « en formation » ou « borderline » n'a aucune importance. **Pour qui ?** Faire du théâtre pour une population, donc pour des gens dont on aura plus juste idée en les considérant dans leurs actes quotidiens qu'en les concevant selon leur niveau d'études ou leurs catégories socio-professionnelles.

AD VITAM AETERNAM ?

Je viens de retrouver deux coupures de presse publiées cet été. Assez saignantes les coupures !

Dans un entretien au Monde [1] datant du 19 juillet 2013 sous le titre : « *Il faut en finir avec les rentes de situation* » Patrice Chéreau donnait son avis éclairé sur le renouvellement des directeurs des Centres dramatiques nationaux, en particulier celui de Nice. L'autre coupure était un Rebond de *Libération* signé Guy Benisty et Jean-Matthieu Fourt [2] datant du 9 août sous le titre : « *Pour un théâtre populaire de création* » qui dénonçait l'entre-soi bourgeois d'un théâtre qui triomphe « *dans des lieux où nos prédécesseurs avaient rêvé le théâtre populaire* » [3].

Il est suffisamment rare que des artistes de théâtre s'expriment dans la « presse grand public » pour revenir sur leurs propos.

Une des vertus de ces deux textes réside dans la critique radicale qu'ils établissent l'un et l'autre de l'institution théâtrale, bien que leur diagnostic concerne deux mondes, deux engagements, deux éthiques, deux œuvres on ne peut plus clivées.

Je ne peux que vous inviter à les lire intégralement.

Mais je partirai de deux extraits pour cheminer.

Chéreau dans *Le Monde* : « *Compte tenu du passé de Daniel Benoin, il ne voudra jamais partir. Il était déjà resté plus de 20 ans à la Comédie de St Étienne* » [4] Bénisty et Fourt dans *Libération* : « *Ce sera l'aventure majeure du Ministère de la Culture, de Malraux à Lang. La maîtrise de la diffusion qui vise le point névralgique de l'organisation du « discours » théâtral ne se limitera pas aux bâtiments et finira par embrasser toute la chaîne de production* ».

« Sur le terrain » comme on dit, on ne peut que constater et subir ce décalage entre le discours d'État, sorte de métalangage repris par les « petits et grands maîtres » regroupés en Syndeac (Syndicat National des Entreprises Artistiques et Culturelles), relayé par une critique journalistique fort peu bourdeusienne, ingurgité par un public complaisant et ravi « d'en être », étayé par quelques grands professeurs de l'Université délayant leur brouet à des cohortes d'étudiants en ingénierie culturelle prêts à ravalier tout enthousiasme critique (où sont les Anne Ubersfeld, Bernard Dort, Emile Copfermann, Jean Jourdeuil ?) pour remporter après des années de « short list » le poste institutionnel tant convoité.

Il n'est que de se retrouver à défendre un dossier à la DRAC ou au Conseil Régional, répondre à un « appel d'offre » ou participer à un quelconque colloque professionnel pour mesurer le décalage dans le marché réel entre le discours qui règle nos professions et le dispositif idéologique qui justifie la répartition fondamentalement inégalitaire du financement public du théâtre en France.

Là comme ailleurs il n'y a plus de rempart au libéralisme.

L'État et les collectivités ne sont plus garants de l'accès pour tous à la culture. Pire ! Par les institutions théâtrales qu'ils contrôlent financièrement de la production à la diffusion, ils garantissent désormais l'accès réservé à une catégorie limitée, instruite de ses critères, de plus en plus européenne. □ Les produits artistiques qu'elles financent sont mondialisés, cofinancés au niveau européen, sous ou sur titrés

(le récit et la langue sont secondaires y compris celle des sous-titres), d'une esthétique kitch contemporaine autant que possible chère, répondant aux charmes d'une certaine sophistication choisie par quelques esthètes, gros financiers de l'industrie du luxe et de la téléphonie. Mais surtout ce qu'ils garantissent désormais ouvertement c'est l'inaccessibilité de l'art au plus grand nombre.

Les metteurs en scène diffusés sont de plus en plus européens voire mondiaux et opèrent sur l'ensemble du continent. Qu'importe ce que proposeront les Garcia, Castellucci, Pippo Delbono, Ostermeier, Wilson, Wajdi Mouawad...

Leurs productions comme leurs diffusions sont garanties en amont des répétitions par des agences, des communicants, des publicitaires, des recruteurs publics et privés qui vendent sur catalogue. Montrer sans dire, c'est le sens même de l'imposture.

ITE MISSA EST

Et nous voilà au cœur de la question : si le théâtre c'est dire, qu'est-ce qu'on fait maintenant ?

Nous sommes des centaines de milliers à « faire le job » au quotidien, dans les quartiers, les écoles, les salles « socio-culturelles », les communes, les prisons, les hôpitaux, les rues...

Les financements ne sont jamais à la hauteur des ambitions.

Au nom de quoi acceptons nous cette disparité ?

Ce n'est pas la première fois que j'en arrive à ce constat.

Mais cette fois-ci, nous avons un gouvernement « de gauche » qui pourrait se rappeler qu'il fut un temps maintenant lointain durant lequel la Ministre de la culture de gauche Catherine Trautmann imposa un « cahier des charges » aux CDN et Scènes Nationales et donna de la visibilité et un début de financement décent à des « expériences » d'accès à tous de la culture.

Nous ne sûmes pas l'épauler à la mesure des chamboulements qu'elle imposait au lobby du « théâtre pour tous ». Elle ne tint pas longtemps et fut remplacée par une « apparatus culturelle » et tout rentra dans l'ordre jacklanguien.

Les Ministres de la culture de gauche comme de droite se succèdent et l'entre-soi n'est pas remis en cause. Seules les « nominations » font « affaires » et rythment la ronde.

Madame la Ministre, nous attendons de vous une vraie politique culturelle de gauche.

Bonne année.

Bruno Boussagol

Notes

[1] Patrice Chéreau -

http://www.lemonde.fr/culture/article/2013/07/18/patrice-chereau-il-faut-en-finir-avec-les-rentes-de-situation_3449263_3246.html

[2] Guy Benisty : auteur, metteur en scène et directeur artistique du Groupe d'intervention théâtrale et cinématographique (GITECH) installé à Pantin ; Jean-Mathieu Fourt : metteur en scène du Café culturel de St Denis et cofondateur de la compagnie Octavio.

[3] <http://www.microcassandre.org/2013/08/pour-un-theatre-populaire-de-creation/>

[4] Daniel Benoin dirige la comédie de Saint Etienne de 1978 à 2002, puis prend la direction du Théâtre national de Nice, où il est reconduit, au delà du terme légal, pour un quatrième mandat qu'il peine à laisser finir.